

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AMR 41/062/2007 – ÉFAI

9 novembre 2007

AU 300/07

Arrestations arbitraires / Craintes de mauvais traitements / Préoccupations d'ordre juridique

MEXIQUE

Manuel Olivares Hernández (h), directeur du Centro Regional de Derechos Humanos “José María Morelos y Pavón” (Centre régional des droits humains « José María Morelos y Pavón ») ainsi que 15 membres du Consejo Ciudadano de Chilapa (Conseil citoyen de Chilapa)

Manuel Olivares Hernández, directeur du Centro Regional de Derechos Humanos “José María Morelos y Pavón” (Centre régional des droits humains « José María Morelos y Pavón »), est maintenu en détention par la police de la municipalité de Chilapa, dans l'État de Guerrero. Il a été arrêté arbitrairement par des policiers alors qu'il relevait les atteintes aux droits humains au cours d'une manifestation le 8 novembre. Manuel Olivares Hernández et 15 manifestants également arrêtés risquent d'être victimes de torture ou d'autres formes de mauvais traitements, et Amnesty International craint qu'ils ne fassent l'objet d'une procédure judiciaire inéquitable à la suite de leurs actions de protestation.

Selon certaines organisations locales de défense des droits humains, le 7 novembre, une cinquantaine de membres du Consejo Ciudadano de Chilapa (Conseil citoyen de Chilapa) ont manifesté pacifiquement dans la rue afin de faire pression sur la municipalité pour qu'elle améliore les infrastructures et les services de base, tels que les écoles, les routes, l'électricité et l'eau potable. Ils ont bloqué la voie menant à la capitale de l'État de Guerrero pendant plusieurs heures. Le 8 novembre, alors que les sympathisants de ce mouvement se rassemblaient pour organiser une autre manifestation, 30 policiers municipaux vêtus de tenues antiémeutes ont chargé dans leur direction afin de les disperser. Ces agents auraient eu recours à la force de manière excessive au cours de cette action, notamment en frappant des civils à coups de matraque et en leur envoyant du gaz lacrymogène. D'après les organisations de défense des droits humains, 16 personnes au total, dont Manuel Olivares Hernández, ont été arrêtées et sont actuellement détenues dans les locaux de la police municipale de Chilapa pour « *attaques contre les voies de communication* », « *association de malfaiteurs* » et « *émeutes* ».

Manuel Olivares Hernández a informé un avocat qu'il se trouvait sur les lieux de la manifestation en tant qu'observateur des droits humains, dans le but de recueillir des informations sur les coups portés aux membres du Consejo Ciudadano de Chilapa et sur leur arrestation, lorsqu'un haut fonctionnaire municipal a, semble-t-il, ordonné aux policiers : « *Arrêtez ce salaud qui nous cause des problèmes !* » Manuel Olivares Hernández a alors indiqué qu'il menait légitimement ses activités de défense des droits humains et ne participait pas à la manifestation. Cependant, le fonctionnaire lui aurait répondu : « *Je m'en fiche.* »

Manuel Olivares Hernández est l'un des principaux défenseurs des droits humains dans sa région et a dénoncé à plusieurs reprises le manque de détermination des autorités à garantir l'accès des communautés indigènes marginalisées aux services de base.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les populations indigènes et les petits agriculteurs vivant dans les régions défavorisées du Mexique, comme l'État de Guerrero, souffrent souvent d'un manque de services de base et d'un niveau de vie insuffisant. Les défenseurs des droits humains et d'autres organisations qui demandent aux autorités de remédier à ces profondes inégalités sociales sont souvent la cible de menaces, de harcèlement et d'inculpations motivées par des considérations politiques, particulièrement aux mains des autorités municipales ou des États fédérés.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- exhortez les autorités à prendre les mesures nécessaires pour que Manuel Olivares Hernández et les 15 membres du Consejo Ciudadano de Chilapa arrêtés ne soient ni torturés, ni soumis à d'autres formes de mauvais traitements pendant leur détention ;
- demandez la libération immédiate de Manuel Olivares Hernández et des autres détenus qui n'ont pas eu recours à la violence ni prôné son usage ;
- insistez pour qu'une enquête approfondie et impartiale soit menée sans délai sur les coups portés aux manifestants et les arrestations effectuées le 8 novembre par la police municipale de Chilapa ;
- engagez les autorités à appliquer pleinement les dispositions de la Déclaration des Nations Unies sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus, qui proclame la légitimité des activités des défenseurs des droits humains et leur droit de mener celles-ci sans restriction ni crainte de représailles ;
- priez-les instamment de faire respecter le droit des détenus à bénéficier d'une procédure régulière et équitable, qui implique notamment la présomption d'innocence, une défense effective et l'évaluation impartiale des éléments présentés par leur avocat et par le ministère public.

APPELS À :

Gouverneur de l'État de Guerrero :

Lic. Zeferino Torreblanca Galindo

Gobernador del Estado de Guerrero

Palacio de Gobierno, Edificio Centro, piso 2

Ciudad de los Servicios, CP 39075, Chilpancingo, Guerrero, Mexique

Fax : +52 747 471 9801 (si une personne décroche, veuillez dire : « me da tono de fax, por favor »)

Courriers électroniques : gobernador@guerrero.gob.mx

Formule d'appel : **Señor Gobernador, / Monsieur le Gouverneur,**

Ministre de la Sécurité publique de l'État de Guerrero :

Gral. Juan H. Salinas Altés

Secretario de Seguridad Pública y Protección Civil

Palacio de Gobierno, Edificio Acapulco 1er piso, Col. Ciudad de los Servicios, C.P. 39075 Chilpancingo, Guerrero, Mexique

Fax : +52 747 471 9737 (si une personne décroche, veuillez dire : « me da tono de fax, por favor »)

Courriers électroniques : sspypc@guerrero.gob.mx

Formule d'appel : **Señor Ministro, / Monsieur le Ministre,**

Ministre de l'Intérieur :

Lic. Francisco Javier Ramírez Acuña

Secretaría de Gobernación

Bucareli No. 99, Edificio Cobián, 1er. piso, Col. Juárez

Delegación Cuauhtémoc

México D.F., C.P.06600, Mexique

Fax : +52 55 5093 3414

Courriers électroniques : secretario@segob.gob.mx

Formule d'appel : **Señor Secretario, / Monsieur le Ministre,**

COPIES À :

Organisation de défense des droits humains :

Centro Regional de Derechos Humanos "José María Morelos y Pavón", A.C.

Prolongación 15 Norte 703, Barrio La Villa, Chilapa, Guerrero C. P. 41100

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Mexique dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 21 DÉCEMBRE 2007, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.